

TIMOR CLIPS

N.° 12

AVRIL 1999

Conférences organisées par Oxfam-solidarité et SOS Timor:

Timor oriental: 1999 La fin de la colonisation?

Zacarias DA COSTA,
représentant du Timor oriental auprès de
l'Union Européenne et des Nations Unies

Paulette PIERSON-MATHY,
professeur de Droit international à l'ULB, mem-
bre de la Plate-forme internationale des juristes
pour le Timor oriental

Le mercredi 28 avril 1999, à 20h
à l'Auberge de Jeunesse Georges Simonon
Rue Georges Simonon, 2 | 4020 LIÈGE

Le vendredi 30 avril, à 20h
à l'Université Libre de Bruxelles
Av. Paul Héger, Bâtiment H, local 2215 |
1050 BRUXELLES

Contact:
02/501 67 42

Appelez-nous pour des
détails sur la conférence à
Anvers, le 29 avril !

Venez nombreux!

Editorial

SI PRES ET SI LOIN DU BUT

Les derniers événements au
Timor oriental ne sont pas de
nature à nous rassurer.

Les agissements des groupes
paramilitaires (armés par les mili-
taires indonésiens) se font de plus

en plus menaçants.

Les morts dans une église à Liquiça
(confirmés par l'évêque Ximenes
BELO, niés par les Indonésiens) jet-
tent une sombre lumière sur les in-
tentions de Djakarta.

Ou bien il s'agit d'actes suscités ou
tolérés par des éléments incontrôlés
de l'armée — et alors le gouverne-
ment indonésien ne contrôle plus la
situation sur le terrain.

(Suit page 7)

DANS CE NUMÉRO:

Fin de la trêve...	3
Incertitude à la veille des élections	5
L'hypothèse de l'indépendance	6
Spirale de violence	7



ABONNEMENTS

TIMOR CLIPS est envoyé gratuitement à toute personne en faisant la demande.
Néanmoins une contribution minimum de BEF 200,- par an sera toujours la bienvenue.
Envoyez-là au compte bancaire en Belgique du SOS-TIMOR:
210-0751861-66

ONT PARTICIPÉ
À CETTE ÉDITION

Carlos Oliveira Reis, Fernanda Rondão, Maró Mastroyiannis

SOS Timor en bref

LE 4 MARS, A EU LIEU À Bruxelles, une réunion de SOS Timor avec les personnes qui soutiennent la bourse d'études. Le moment était aussi l'occasion de débattre des perspectives de développement d'un Timor Oriental libre et indépendant. Le débat intéressant n'a pas pu compter avec un nombre de présences plus grand, probablement dû à des difficultés d'information, laquelle a été faite uniquement par messagerie électronique (pour rappel notre adresse:

SOSTimor@yahoo.com)



COMME VOUS VOUS EN souviendrez certainement, pendant deux ans, SOS TIMOR a maintenu, grâce aux contributions d'un groupe de marraines et de parrains, une bourse d'études en faveur d'une étudiante timoraise, au

niveau de post-graduation. Cette bourse s'est terminée au début de l'été 1997, mais SOS Timor a trouvé un nouveau boursier ayant un profil similaire à l'antérieur. Nous avons maintenant un nouveau boursier à Bruxelles, il envisage d'approfondir sa connaissance de la langue française, qui lui sera utile dans le cadre du travail qu'il poursuit régulièrement à Genève auprès de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Voulez-vous aussi le parrainer? Contactez-nous.



NOTRE ORGANISATION EST composée de bénévoles qui sont solidaires avec la cause du peuple du Timor Oriental. Si vous disposez d'une soirée par mois et si vous voulez collaborer avec nous dans les tâches de l'organisation écrivez-nous.

CATALOGUE

Voici le matériel qui peut être commandé par les intéressés (prix en francs belges):

① *Timor Oriental 20 ans d'occupation, 20 ans de résistance* (version Anglaise disponible aussi), brochure: 200,-

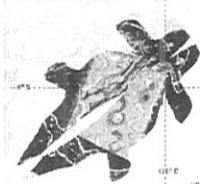
② *International Law and the Question of East Timor* (IPJET), 342 pages: 500,-

③ *20 years of Resistance to Genocide in East Timor* (U2, Peter Gabriel, Midnight Oil, Xutos & Pontapés, Abé Ho Aloz, Bonga, etc), CD-Audio: 750,-



④ *RAI TIMOR, CDPM, divulgation de patrimoine musical timorais* (harmonisations classiques de Eduardo Lopes et Simão Barreto) 750,-

RAI TIMOR



⑤ *East Timor Indonesian Occupation and Genocide* (Barbedo de Magalhães), 75 pages: 100,-

⑥ *East Timor is Not Indonesia*, autocolant pour voitures (vitres): 50,-

⑦ *Timor: 20 années d'occupation*, dépliant gratuit

⑧ *Conférence à Woluwé Saint-Pierre, du 21 avril 97, par M. R. Horta: Timor-oriental: 21 années d'occupation*, cassette VHS (en français et anglais): 300,-

⑨ *Cartes postales - pochette avec 8 différentes*

200



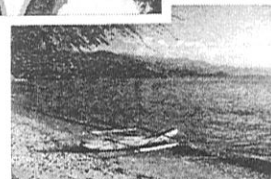
⑩ *The East Timor Problem and the Role of Europe* (IPJET)

670



⑪ *Brochure avec des Photos de Timor-Est:*

300,-





Fin de la trêve instaurée par la résistance timoraise

Le 5 et 6 avril, l'attaque de la ville de Liquiça et des villages alentours a provoqué plus de 40 morts et de nombreux blessés. La première attaque a eu lieu le 5 et causé 4 morts. Le lendemain, c'est l'église de Liquiça qui a provoqué 45 morts. Plus de 2 000 réfugiés se trouvaient à l'intérieure quand la milice Besi Merah Putih y a lancé des

grenades. Cinq autres personnes ont été tuées dans la maison du pasteur. Il semblerait d'après les témoignages que ces milices étaient aidées de soldats indonésiens.

Les déclarations de bonnes intentions du gouvernement indonésien ont laissé croire à tout le monde que la résolution du problème timorais allait se régler de manière paci-

fique. Mais les événements des derniers temps laissent peu d'espoirs.

Depuis hier, le président du Conseil National de Résistance Timoraise (CNRT), Xanana GUSMÃO a donné l'autorisation aux FALINTIL de reprendre leur rôle de défense de la population constamment attaquée par des milices civiles armées, aidées par les militaires indonésiens.

Voici le communiqué de Xanana GUSMÃO qui a fait suite aux événements du 5 avril.

Depuis quelques mois, nous recevons quotidiennement des informations montrant la détérioration de la situation au Timor Oriental.

Aujourd'hui, nous avons reçu une nouvelle information disant que des milices civiles épaulées par l'ABRI ont ouvert le feu ce matin

sur la population à Mauboke (Maubara, dans le district de Liquiça, à l'ouest de Dili), tuant 4 personnes et en blessant sérieusement au moins 7 autres.

Dans une interview donnée à Dili, le 3 avril 1999, le Général DAMIRI commandant du commandement militaire régional de Udayana, a révélé qu'il n'existe pas de volonté politique de la part du gouvernement indonésien de résoudre le problème timorais.

L'arrogance de l'ABRI est encore une fois mise en évidence par le Général DAMIRI qui, à travers ses déclarations à Dili, a causé la détérioration de la situation au Timor Oriental, et nous prévoyons une aggravation du climat de guerre. Nous savons que la stratégie de Jakarta est d'encourager

Les FALINTIL reprennent leur mission pour défendre le peuple du Timor Oriental

les Est-Timorais à s'entre-tuer pour justifier la présence continue de l'ABRI sur le territoire.

Depuis les manifestations des étudiants indonésiens qui ont conduit à la chute de Suharto jusqu'aux plus récentes vagues de violence en Indonésie, nous avons constamment affirmé que nous ne tirions pas avantage de la situation de chaos en Indonésie pour renforcer nos propres fins politiques.

Depuis longtemps, nous avons fait savoir que nous souhaitons assister l'Indonésie (et plus récemment les forces armées indonésiennes brutales) à sauver la face.

Cependant, depuis octobre 1998, l'ABRI a fourni des armes à des milices civiles avec l'intention d'intimider et d'armer la

population. Nous avons fait des appels réguliers à la communauté internationale pour faire pression sur Jakarta pour démanteler et désarmer les milices, initialement il était prévu qu'elles n'opéreraient que dans la partie occidentale du territoire. Comme cela a été le cas pour ces 23 dernières années, la communauté internationale continue à faire plus confiance à l'ABRI qu'aux Timorais, et donc nos appels n'ont rencontré qu'incrédulité.

Avec cette attitude de passivité de la part de la communauté internationale, le gouvernement indonésien se sent suffisamment confiant de sa stabilité pour continuer à armer plus de groupes sur tout le territoire et à intensifier la campagne de violence,

(Suit page 4)



Les FALINTIL reprennent leur mission pour défendre le peuple du Timor Oriental

(de la page 3)

au point de tuer la population et d'accuser la Résistance (une pratique longtemps utilisée par l'ABRI, non seulement au Timor Oriental, mais aussi en Indonésie.)

Notre bonne volonté politique et notre attachement à la paix ont été perçus comme notre point faible et parce que nous avons essayé de conserver cette position, la communauté internationale semble ne pas ressentir la nécessité de contribuer à une solution pacifique au Timor Oriental.

Aujourd'hui, nous avons reçu beaucoup de promesses d'aide et de coopération pour un futur Timor Oriental indépendant, quand ce dont nous avons besoin c'est un support sans équivoque et immédiat pour mettre fin à l'effusion de sang et à la violence sur le territoire.

Nous avons combattu seuls pendant ces 23 dernières années, non seulement contre un régime despotique et meurtrier, mais aussi contre la complète indifférence de la communauté internationale.

Nous avons essayé de maintenir le contrôle de la situation avec nos appels répétés à la population et aux FALINTIL pour maintenir un engagement actif dans le processus de paix et réconciliation.

Cependant, je dois rappeler à la communauté internationale que depuis le début de l'invasion indonésienne cruelle et l'annexion militaire meurtrière de la nation maubère, nous, les Est-Timorais, avons été conscients du besoin de compter sur nos propres moyens et d'employer nos propres formes de lutte.

Depuis l'offre de Jakarta du 27 janvier nous, Est-Timorais, avons continué à croire que l'indépendance ne viendrait pas sur un plateau d'argent. Et nous allons reprendre nos moyens de combats pour libérer notre patrie.

L'insatisfaction, la rage et le désespoir de nos gens exigent de ma part loyauté et fermeté. Je sais que les Timorais vont souffrir un autre bain de sang, mais je sais aussi que nous n'avons pas d'autre alternative parce que c'est notre patrie et le droit est notre. Et nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires.

Nous assumons la totale responsabilité de tout ce qui peut arriver et nous ne demanderons pas la compassion de la communauté internationale.

Notre position politique a toujours respecté la situation socio-politique de l'Indonésie, mais les généraux meurtriers de Jakarta nous forcent à violer notre compromis. Et tout ce qui se passe en Indonésie comme résultat de l'intensification de la guerre au Timor Oriental ne sera

pas de notre responsabilité.

J'ai envoyé aujourd'hui une lettre aux ambassades à Jakarta pour les informer sur la situation actuelle. Je souhaite maintenant informer la communauté internationale que la situation a atteint une limite intolérable au Timor Oriental. Cependant, je suis obligé d'autoriser les guérilleros des FALINTIL à mener les actions nécessaires pour défendre la population du Timor Oriental contre les attaques sans provocation et meurtrières des groupes civils armés et l'ABRI. En réponse aux nombreux appels des gens du Timor Oriental, j'autorise aussi la population à mener une insurrection générale populaire contre les groupes des milices armées qui ont tué la population en impunité sous le regard indifférent de la communauté internationale.

Patrie ou mort!

Résister ou mourir!

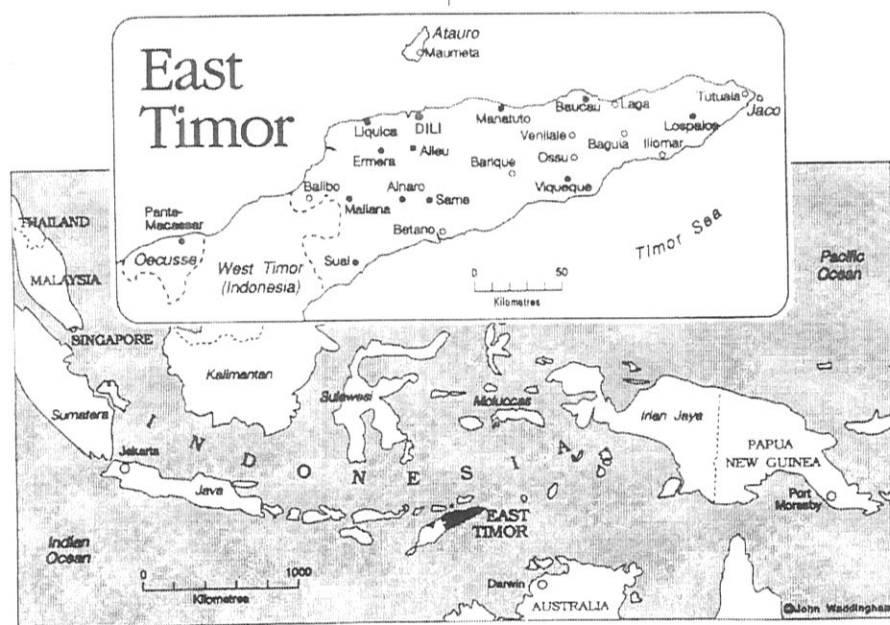
La lutte continue sans relâche!

Salemba, 5 avril 1999

Le président du CNRT

Kay Rala Xanana GUSMÃO

Commandant des FALINTIL





Incertitudes à la veille des élections

Le Parlement indonésien a finalement voté les lois qui posent le cadre des prochaines élections le 7 juin, ainsi que des nouvelles institutions 1998.

Le pays n'en est pas pour autant près de se stabiliser.

En effet, l'armée a réussi à imposer encore sa présence, quoique réduite, au parlement, aux côtés des députés élus — et ceci malgré les revendications des étudiants durant les journées de manifestations et les protestations des personnalités démocratiques. Après les élections, le nouveau parlement aura 38 sièges réservés aux représentants non élus des militaires (contre 75 actuellement).

D'un autre côté, la loi rend la vie difficile aux nouvelles formations: pour pouvoir participer aux élections, chaque parti doit être implanté dans au moins 9 des 27 provinces. En outre, les grandes formations sont assurées d'une plus grande représentation au parlement. Enfin, les rassemblements électoraux étant interdit sur la voie publique, les nouveaux venus auront du mal à percer.

Sur quelques 200 partis formés en Indonésie, une trentaine ou une quarantaine pourra passer les premiers obstacles, mais finalement, si rien ne change, il n'y aura

vraisemblablement à l'arrivé que trois qui compteront: le Golkar, actuel parti de gouvernement, le PDI Perjuangan de Megawatti SUKARNOPUTRI (la fille de SUKARNO, le premier chef d'Etat indonésien et un grand héros de l'indépendance) et le Parti du Mandat National, d'AMIEN RAIS.

Toutes les personnalités politiques de premier plan ont participé par le passé au régime de SUHARTO. MEGAWATTI s'est dissociée de SUHARTO à la fin de la dictature et a été poursuivie, mais elle repose toujours sur le soutien de quelques généraux, dont Benny MURDANY, un des dirigeants de l'invasion de Timor.

Nationaliste intransigeante, MEGAWATTI craint l'éclatement de l'Indonésie et s'oppose à l'indépendance de Timor Oriental. Elle s'est toujours tenue à distance des mouvements étudiants qui ont renversé SUHARTO. Il est à noter qu'elle jouit du soutien de ABDURAMAN WAHID, le vieux dirigeant du principal mouvement islamiste, qui, lui, soutient l'organisation d'un référendum dans

le territoire.

AMIEN RAIS, le chef du Parti du Mandat National, s'est toujours collé aux mouvements de masse, dans le but peut-être, de gagner une plus grande audience. Il est partisan, lui aussi, d'un référendum pour Timor.

L'Indonésie officielle procède donc par petits pas, essayant de maintenir la situation sous contrôle et d'éviter les débordements.

Les conflits toujours présents, les mouvements indépendantistes de Papouasie occidentale, du Aceh, etc., les massacres inter-ethniques et les «guerres de religion», les mutineries de la faim se succèdent.

Ces troubles sont sans commune mesure avec ce qui se passe à Timor (où les objectifs stratégiques de la Résistance et les appels des dirigeants aident à donner un caractère plus politique aux mouvements populaires). Et il est probable que, à leur faveur, des provocateurs essayent d'attiser des haines. C'est ce que prétend l'armée, qui a menacé de tirer sans sommations sur les fauteurs de troubles.

Mais le rôle de l'armée n'est pas non plus très clair. Ne serait-elle aussi traversée par les luttes de factions?

Beaucoup de zones d'ombres planent sur l'Indonésie d'aujourd'hui.



L'hypothèse de l'indépendance

Le 27 janvier, à la fin du Conseil des ministres à Djakarta, le ministre de l'information indonésien a pour la première fois admis l'hypothèse de l'indépendance du Timor Oriental. La nouvelle a surpris tout le monde.

Pourquoi ce retournement?

Le premier signe d'un changement d'attitude est venu en juin, quand Habibie a déclaré à la BBC qu'il prévoyait un statut d'autonomie spéciale pour le Timor Oriental.

En décembre, alors que le commandant de l'armée indonésienne au Timor Oriental décidait d'armer des milices paramilitaires, Habibie a reçu une lettre du premier ministre australien l'encourageant à prévoir un certain degré d'autodétermination pour le peuple de Timor.

Entre-temps, ses conseillers lui avaient fait comprendre que la soi-disante 27^e province était une source de dépenses et de tensions avec la communauté internationale, dont les fonds intéressent une Indonésie aux prises avec une grave crise économique.

Le 27 janvier, donc, le gouvernement déclarait qu'il préparait un projet d'autonomie spéciale pour le Timor, à négocier avec le Portugal sous les auspices de l'ONU, et que si le peuple timorais ne l'acceptait pas, les deux pays pourraient suivre «deux routes séparées».

Les autorités indonésiennes ont cependant fait remarquer qu'elles n'accepteraient pas un référendum ni une période de transition pour le préparer. Finalement, à la mi-mars, sans toujours admettre le mot «référendum», elles ont accepté un vote direct afin de consulter le peuple timorais. Le 24 mars, une mission de l'ONU s'est déplacée au Timor pour préparer cette consultation.

Quelles raisons sous-tendent cette position à première vue si étrange? D'abord, les problèmes internes de l'Indonésie: le gouvernement ne veut pas qu'un référendum puisse relancer les processus autonomistes dans d'autres régions comme la Papouasie Occidentale, l'Aceh ou les Moluques. D'autre part, ni HABIBIE ni l'armée ne veulent sortir en vaincus de la situation: ainsi, une non-acceptation de l'autonomie entraînerait selon eux un rétablissement de la situation de 1975, avant l'invasion indonésienne, et le Timor poursuivrait son processus de décolonisation sous l'égide de l'ONU et l'administration portugaise.

Ensuite, à quoi bon devoir supporter les coûts d'une période de transition si c'était pour subir une défaite dans un référendum?

Entre-temps, Xanana GUSMÃO est sorti de la prison de Cipinang et a été placé en régime de rési-

dence surveillée, à Salemba, où il jouit d'une plus grande liberté d'action. Lui-même et la résistance ont multiplié les contacts pour trouver une solution aux nouveaux problèmes.

Trois éléments essentiels se sont alors dégagés.

D'un côté il faudrait trouver un consensus qui permette de vider rapidement tous les foyers de tension au Timor, pour qu'une solution politique soit envisageable. Il faudrait réunir toutes les forces de bonne volonté au Timor autour d'une commission de stabilité. C'est la proposition qu'a faite Xanana GUSMÃO, tout en proposant à Mário CARRASCALÃO, l'ancien gouverneur du Timor Oriental sous SUHARTO, de présider à cette structure.

Il faudrait ensuite préparer la transition, par le déploiement d'une force internationale sur le territoire. La résistance a tout de suite fait des appels tous azimuts en vue de trouver des soutiens à l'action de l'ONU.

Enfin, il faudrait préparer le futur. Trouver des moyens et des fonds pour attirer des coopérants et en vue de la formation de cadres timorais. En effet, le personnel indonésien (les professeurs et les médecins indonésiens ne sont pas disposés à continuer dans le territoire, une fois l'occupation de Djakarta terminée).



Spirale de violence

Dimanche, 14 février 1999, six hommes armés appartenant au groupe paramilitaire Maihidin se sont rendus à Bairro Pite, dans la banlieue de Dili, au Timor Oriental. Ils ont tiré des coups de feu au dessus des têtes des passants.

Une foule s'est aussitôt formée, armée de bouts de bois et de pierres. Les paramilitaires se sont enfuis en voiture vers le siège de la police, qui a été rapidement encerclé par la foule.

Des policiers sont sortis. Ils ont tiré des coups de feu en l'air. Selon un témoin, un policier a visé Benedito PIRES, âgé de 25 ans. Il est mort sur le coup.

Le 16 février, à l'enterrement une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes a accompagné le cercueil de Benedito PIRES jusqu'au cimetière. Des cris favorables à l'indépendance se sont fait entendre

dans les rues de Dili tout au long du parcours.

Cet incident a eu des suites fâcheuses. Un oncle de Benedito, qui travaillait pour les forces de sécurité indonésiennes s'est opposé à ce qu'on fasse une autopsie du jeune tué. Une groupe de Timorais l'a frappé.

Ceci, à son tour, a déclenché, le 24 février, une expédition punitive de la part des milices pro-indonésiennes. A nouveau des coups de feu, à nouveau deux morts dans le rang des indépendantistes.

Le même jour, Xanana GUSMÃO a adressé un vibrant appel à tous les Timorais, les enjoignant de ne pas se laisser emporter dans la spirale de violence qui pourrait compromettre tous les efforts de construction d'un pays indépendant.

Ceci est un des nombreux incidents qui ont lieu au Timor Oriental ces derniers jours. Le rôle joué par les différents acteurs y est clair. Il n'y a pas de guerre civile, ni de troubles religieux ou raciaux au Timor Oriental. Juste des provocations des bandes paramilitaires, sous la protection de la police, et des manifestations de foule qui ne manquent pas de poser une revendication logique: l'indépendance.

Les incidents sont tout à fait ponctuels. La presque totalité des morts se trouvent du côté des partisans de l'indépendance, bien qu'on trouve aussi des morts de l'autre côté, causée par certaines réactions émotionnelles dues aux provocations des milices. Mais, il est évident que la guérilla se cantonne à une action d'autodéfense, très loin des actions offensives et provocatrices des groupes paramilitaires.

SI PRES ET SI LOIN DU BUT

(de la page 1)

L'hypothèse d'un mouvement agissant à l'insu des militaires indonésiens à Timor n'est pas admissible, car c'est le commandant de l'armée dans ce pays occupé qui a lui-même décidé de l'organisation des milices. Un général indonésien a, y compris, déclaré à la BBC que l'armée prêtaient les armes aux groupes paramilitaires et que c'était là un procédé

habituel pour les militaires indonésiens.

Ou bien il s'agit d'une stratégie consciente du gouvernement et alors toutes les ouvertures affichées depuis le 27 janvier ne sont que poudre aux yeux.

Dans ce cas, le pouvoir à Djakarta profiterait d'un moment où l'attention de l'opinion publique internationale

se tourne vers d'autres parages pour forcer les Timorais à accepter l'intégration.

En tout état de cause, plus que jamais la présence d'une force d'intervention de l'ONU à Timor oriental est nécessaire, afin qu'un processus de consultation des Timorais puisse se dérouler sans intimidations et sans violences.

Commandant Falur RATE LEK, guerrillero

John MARTINKUS, un journaliste australien travaillant pour le *Sidney Morning Herald*, s'est entretenu début février avec un dirigeant de la guérilla timoraise, le commandant Falur RATE LEK.

C'est lui qui, à la tête d'un groupe de 100 maquisards, a attaqué le poste militaire de Alas, le 9 novembre. Au cours de ce raid, le groupe s'était approprié 36 armes automatiques, plusieurs lance-grenades et une quantité importante de munitions. Il avait également fait 13 prisonniers, dont deux Timorais.

Les 11 soldats indonésiens ont été libérés. Les deux Timorais ont rejoint la guérilla. John MARTINKUS a parlé avec l'un d'eux, MATEUS SANTOS, qui lui a expliqué qu'il se sentait protégé au sein de la guérilla. Dans l'armée indonésienne il était tout le

temps soupçonné d'appartenir à la résistance, il était constamment frappé.

D'ailleurs, le commandant FALUR, lui aussi, a fait son service militaire chez les Indonésiens, avant de rejoindre la guérilla.

C'est pourquoi la résistance essaye d'attirer à elle tous ceux qui de force ou par leurre sont maintenant de l'autre côté de la barricade.

Ce n'est pas une guerre militaire: c'est une guerre politique. A l'appel

de Xanana, la guérilla a suspendu ses opérations. Bien que n'étant pas très nombreuse, elle compte avec le soutien de la population et pourrait mener à bien d'autres actions réussies comme l'attaque du poste d'Alas.

Mais, en ce moment, ce serait contribuer à créer le climat que désirent tous ceux qui agitent le fantôme de la guerre civile. Sans compter avec les coûts humains que ces actions pourraient entraîner.

Voulez-vous être informé de nos activités par courrier électronique?



02/219 57 20 02/223 04 +2

CANADA - M5S 2T1 TORONTO

Station P

P.O. Box 562

Canadian Action for Indonesia and East Timor

TIMOR CLIPS
Boite Postale 39
B-1040 Bruxelles 42



Avez-vous une **adresse électronique**?

Voulez-vous être informé à de nos **activités**?

Abonnez-vous à notre liste de courrier électronique.

Comment s'abonner ?

Avec votre logiciel de courrier électronique **envoyez-nous** à

sostimor@multimania.com

un message **vide** ayant uniquement pour **objet** :

Subscribe

vosre adresse sera ajoutée **automatiquement** à la liste